



L'économie allemande dans une crise structurelle inouïe

Par Peter Wahl¹

13 février 2026

www.atterres.org

¹ Peter Wahl a étudié l'économie politique et les relations internationales à Mayence, Aix en Provence et Francfort. Il a travaillé pour le groupe de réflexion allemand WEED (Economie Mondiale, Ecologie et Développement), a cofondé Attac Allemagne et a été membre de son conseil scientifique.

Pendant la crise financière de 2008/2009 et la crise de l'euro suivante, l'économie allemande semblait encore être un îlot de stabilité par rapport aux autres membres de l'UE. Le ministre des finances de l'époque, Wolfgang Schäuble, se présentait même comme un maître à penser, capable d'expliquer à la Grèce, à l'Italie, à l'Espagne et à d'autres pays comment mener la « bonne » politique.

La situation a radicalement changé. Aujourd'hui, la plus grande économie de l'UE, avec un PIB de 4 300 milliards d'euros en 2024 (contre 2 900 milliards d'euros pour la France), est confrontée au bouleversement le plus profond depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La stagnation du PIB depuis la fin de la crise du Covid (tableau 1) en est un indicateur, même s'il n'est pas le seul.

Tableau 1. Taux de croissance (aux prix du marché, en %)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Allemagne	2,2	2,8	1,1	1,0	-4,1	3,9	1,8	-0,9	-0,5	0,2
France	0,9	2,1	1,6	2,0	-7,4	6,9	2,7	1,4	1,2	0,9 ¹
EU 27	1,9	2,8	2,0	1,9	-5,6	6,4	3,5	0,4	0,4	1,5 ²
Zone Euro	1,8	2,0	1,8	1,6	-6,0	6,5	3,6	0,4	0,4	1,3 ²

Source : Eurostat. ¹ Banque de France, ²Bloomberg

En réalité, la faiblesse de la croissance a déjà commencé en 2018, avec des valeurs nettement inférieures à la moyenne de l'UE, même si la crise du Covid a été relativement bien surmontée. À partir de 2022, cependant, les performances de l'économie allemande vont baisser de manière durable, avec même deux années de récession. De plus, les prévisions du gouvernement fédéral pour 2026, qui table sur une croissance de 1 %, doivent être relativisées dans la mesure où les principaux moteurs de la croissance sont les aides publiques financées par la dette, qui rapportent environ 0,6 % à 0,7 %, et où plusieurs jours fériés tombent cette année-là le week-end, ce qui se traduit par 0,1 point de % (potentiellement en plus).

Cette évolution est particulièrement critique, car il ne s'agit pas simplement d'une crise conjoncturelle, comme c'est normal dans le capitalisme. D'une part, nous sommes confrontés à une accumulation de problèmes structurels à long terme, tels que les changements tectoniques dans les rapports de force économiques au sein de l'économie mondiale, les impératifs de la transition écologique et ses conséquences sur la politique des matières premières, les bouleversements technologiques révolutionnaires liés à la numérisation et au développement de l'IA, ou encore le vieillissement de la société. D'autre part, cela coïncide avec toute une série de chocs perturbateurs liés à des développements géopolitiques, tels que la guerre en Ukraine et la guerre économique qui l'accompagne, ou la politique économique extérieure de l'administration Trump et la rupture des relations transatlantiques.

Tout cela s'entremêle pour former un nœud gordien, et il n'est pas du tout certain qu'il soit possible de le dénouer. Si le rapport Draghi 2024 diagnostique un « défi existentiel » pour l'UE, qui ne peut être relevé que par un « changement radical »,² cela s'applique tout particulièrement à l'économie allemande.

Le gouvernement fédéral et les dirigeants économiques ont bien compris la gravité de la situation. Il ne se passe pas un jour sans que les médias grand public ne publient de nouvelles mauvaises nouvelles et des appels, des revendications et des propositions plus ou moins alarmistes. Par exemple, un récent sondage réalisé par l'un des principaux instituts économiques auprès d'entrepreneurs a révélé que 31 % d'entre eux considèrent que leur compétitivité est en baisse. L'industrie métallurgique se considère particulièrement touchée, 47 % des entreprises déclarant une baisse de leur compétitivité³.

² Draghi Report, Part A: The future of European competitiveness. A competitiveness strategy for Europe. Bruxelles. p. 1

³ IfO-Institut. Wettbewerbsfähigkeit der deutschen Industrie setzt Abwärtstrend fort. München 3.2.2026

<https://www.ifo.de/fakten/2026-02-03/wettbewerbsfaehigkeit-der-deutschen-industrie-setzt-abwaertstrend-fort>

Il n'est donc pas surprenant que le chancelier Merz ait déclaré dans une lettre incendiaire adressée aux députés des partis au pouvoir début janvier que toutes les décisions prises jusqu'à présent n'avaient pas encore permis d'améliorer suffisamment la compétitivité économique. La situation serait « très critique dans certains domaines », car « de grands secteurs industriels, ainsi qu'une partie importante des PME et des artisans, sont confrontés à des défis considérables, et de nombreux emplois sont supprimés dans de nombreuses entreprises »⁴.

Les facteurs de succès de l'économie allemande sous pression

La puissance économique de l'Allemagne reposait sur plusieurs facteurs. Les plus importants sont les suivants :

- une base industrielle, qui représentait encore 23,4 % (hors construction) de la valeur ajoutée brute en 2024⁵. C'est nettement plus qu'en France, par exemple ;
- un potentiel technologique avec une recherche et un génie civil correspondants ;
- une infrastructure dense et moderne ;
- depuis les années 1960, l'approvisionnement en gaz bon marché en provenance de Russie via des gazoducs, qui a conféré à l'industrie allemande un avantage concurrentiel considérable ;
- outre les grands groupes et les nombreuses petites entreprises, une forte présence de moyennes entreprises, le fameux « Mittelstand », dont beaucoup sont compétitives sur le marché mondial et occupent parfois même des positions de pointe grâce à leur spécialisation ;
- une main-d'œuvre qualifiée et bien formée ;
- des relations corporatistes entre capital et travail.

Sur cette base, une position forte sur le marché mondial s'est développée, avec un excédent important des exportations dans le commerce des marchandises. Celui-ci a longtemps été critiqué par les économistes keynésiens de gauche ainsi, notamment en raison de l'énorme dépendance vis-à-vis du marché mondial qui en résulte. Cependant, il a été glorifié par le courant dominant de la politique, les médias et l'économie comme le « champion du monde en exportations ». Il faut toutefois reconnaître qu'un changement contrôlé aurait été difficile et n'aurait été possible qu'à long terme. Mais plusieurs facteurs sont désormais apparus qui imposent un tel changement structurel de l'extérieur.

Nous examinons ci-après les défis importants auxquels l'économie allemande est confrontée : énergie et matières premières, numérisation, infrastructures, travail et affaires sociales.

Énergie et autres matières premières

Le découplage géopolitique du gaz naturel russe a conduit à une transition vers le gaz naturel liquéfié (GNL), principalement en provenance des États-Unis, qui couvre actuellement 90 % des besoins. L'industrie allemande perd ainsi un avantage concurrentiel dont elle bénéficiait depuis les années 1960. Dans l'accord douanier avec les États-Unis, Bruxelles s'est également engagée à augmenter les importations de GNL. Cependant, les livraisons américaines, principalement du gaz de fracturation hydraulique⁶, sont nettement plus chères. Ainsi, avant le découplage du gaz russe, le prix d'achat pour les ménages était de 3,12 centimes par kWh, alors qu'en 2025, il était de 5,87 centimes par kWh, soit près du double. Les prix du gaz industriel ont même triplé⁷. Les hausses de prix ont été temporairement atténuées par des subventions publiques. Mais comme les prix de l'énergie sont des prix stratégiques ayant des effets sur l'économie entière, ils sont devenus un puissant moteur de la poussée inflationniste après la pandémie.

⁴ Welt online. 7.1.2026

⁵ STATISTA. <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/167247/umfrage/anteile-der-wirtschaftssektoren-am-bruttoinlandsprodukt-in-frankreich/> abgerufen 3.2.2026

⁶ À cause de la méthode de fracturation hydraulique utilisée pour l'extraction du gaz, de sa transformation en gaz liquéfié et des longs trajets de transport, l'empreinte carbone est également supérieure de 50 % à 60 % à celle du gaz acheminé par gazoduc depuis la Russie.

⁷ BDEW – Verband der Energie & Wasserwirtschaft. Erzeugerpreisindizes für Haushalte und Industrie 14.1.2026: https://www.bdew.de/media/documents/BDEW_Gaspreisanalyse_012026_5.pdf

Cela touche particulièrement les industries à forte consommation d'énergie. Ainsi, le plus grand groupe chimique mondial, BASF, a par exemple cessé la production d'ammoniac, une matière première importante pour les engrais. Le président de l'association de l'industrie chimique a récemment déclaré à ce sujet : « L'industrie chimique est dos au mur. Nos entreprises produisent aujourd'hui 20 % de moins qu'en 2018. »

À cela s'ajoute le fait que la fermeture de toutes les centrales nucléaires sous l'ère Merkel, la sortie du charbon (principalement le lignite) d'ici 2028 et le développement insuffisant des sources d'énergie respectueuses du climat ont conduit à la planification de nouvelles centrales à gaz.

Le problème des matières premières est aggravé par le fait que les bouleversements technologiques entraînent également des changements dans la demande de matières premières, ce qui est très important pour les technologies militaires. Ainsi, une batterie de type récent d'une puissance de 60 kW/h nécessite 9 kg de cobalt, 11 kg de lithium et 70 kg de nickel. Les pays qui produisent le plus de cobalt sont la République démocratique du Congo, la Chine, le Canada et la Russie. Pour le nickel, ce sont l'Indonésie, les Philippines et la Russie. La Chine possède également les plus grandes réserves connues de terres rares, tandis que la Russie occupe la quatrième place dans ce domaine. Ces matériaux sont utilisés, par exemple, dans les moteurs électriques, les robots ou les éoliennes.

Dans ce contexte, il est nécessaire de trouver de nouvelles sources de matières premières et de réorganiser les chaînes d'approvisionnement. Pour un pays extrêmement pauvre en matières premières comme l'Allemagne, il s'agit d'un problème particulièrement difficile qui ne peut être résolu du jour au lendemain. D'autant plus qu'il n'est pas seulement de nature économique, mais qu'il est fortement influencé par le contexte géopolitique.

À la traîne sur le plan technologique

La frontière technologique du capitalisme contemporain, c'est-à-dire ses secteurs les plus avancés, est constituée par la numérisation, l'intelligence artificielle (IA) et tout ce qui s'y rapporte. Ces technologies transforment l'économie et la société au moins autant que l'avait fait la machine à vapeur à l'époque.

L'Allemagne est toutefois confrontée à la difficulté d'avoir réagi trop tard à la révolution technologique et d'avoir trop longtemps misé sur son potentiel dans les technologies de pointe du XX^e siècle. À savoir l'automobile, la construction de machines et d'installations, la chimie. Or, ces technologies ont largement épousé leur potentiel d'innovation. Il ne faut plus s'attendre à des innovations disruptives et aux effets économiques qui en découlent. Il est certes possible d'équiper une BMW à essence de toujours plus de luxe et de gadgets. Mais un saut qualitatif ne peut se faire qu'avec la propulsion électrique ou la conduite autonome.

Certes, tous les grands constructeurs automobiles allemands produisent des véhicules électriques, mais sur le marché mondial, la Chine et les États-Unis les devancent désormais largement. Ainsi, la part de marché de VW, BMW et Mercedes aux États-Unis, en Europe et en Chine est passée de 22,4 % en 2000 à 20,4 % en 2025⁸. Porsche a été particulièrement touchée en Chine, où son chiffre d'affaires a presque diminué de moitié au cours des deux dernières années⁹. L'industrie automobile allemande a perdu sa position de leader mondial et son image de marque haut de gamme s'estompe. Environ 10 % de la valeur ajoutée allemande est donc confrontée à un avenir incertain.

Mais la Chine a également rattrapé l'Allemagne dans presque toutes les autres technologies de pointe du XX^e siècle. Les produits chinois sont d'une qualité au moins équivalente, mais à des prix

⁸ *Handelsblatt*, 15.10. 2024 ; p.1

⁹ *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 17.1.2026; p. 24

inférieurs, du moins tant que les mesures protectionnistes de l'UE contre la Chine ne parviennent pas à changer la donne.

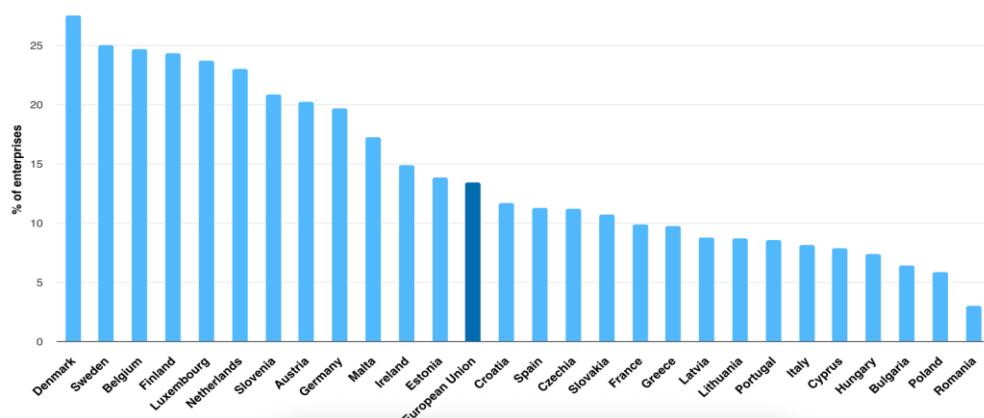
La politique douanière agressive de l'administration Trump a ajouté un nouveau choc externe depuis un an. Depuis 2015, les États-Unis étaient le principal débouché des produits allemands, avec une part d'environ 10 %. La Chine occupe désormais la première place en 2025, mais les États-Unis restent une destination extrêmement importante.

La politique commerciale extérieure de Washington reste imprévisible. C'est pourquoi il est nécessaire de mettre en place des stratégies coûteuses de couverture des risques et de diversification. D'autant plus que les risques ne concernent pas uniquement les exportations de marchandises.

La dépendance vis-à-vis des services numériques des GAFAM et d'autres géants américains du logiciel et du matériel informatique est peut-être encore plus dangereuse. Car dans le secteur des industries numériques également, ce que Draghi a constaté dans son rapport pour l'UE et que sa successeure à la BCE a formulé de manière lapidaire s'applique à l'Allemagne : « Le décrochage de l'Europe est une réalité. »¹⁰

Mais même au sein de l'UE à la traîne, l'Allemagne n'occupe que la huitième place en matière d'utilisation de l'IA par les entreprises (graphique 1), comme le montre l'indice DESI de l'UE.

Graphique 1. Utilisation de l'intelligence artificielle dans les entreprises de l'UE en 2024



Source : Commission Européenne¹¹

Elle n'occupe même que la 21^e place en matière de numérisation de l'administration publique. Le groupe de réflexion *bitcom* a établi un classement général sur la base des données de l'UE. Selon ce classement, l'Allemagne occupe la 14^e place, mais devance toutefois la France, qui se classe 17^e.¹²

La puissance économique et extra-économique des groupes américains a non seulement entraîné d'énormes dépendances dans l'économie et dans notre vie quotidienne à tous, mais elle complique également la mise en place d'une industrie numérique indépendante. Des efforts sont certes déployés pour réduire ce retard, mais un exemple récent montre à quel point cela est difficile : début février, la *Deutsche Telekom* a mis en service à Munich un centre de calcul IA qui, avec un investissement d'un milliard d'euros, est l'un des plus grands de ce type en Europe et augmenterait la capacité de calcul en Allemagne de 50 %. Les médias en ont largement fait état et des personnalités politiques

¹⁰ Christine Lagarde. *Le Monde*. 1/2. 11. 2024 ; p 14

¹¹ European Commission, DESI Indicators 2025. Le classement interne de l'UE pour chaque indicateur est disponible : https://digital-decade-desi.digital-strategy.ec.europa.eu/datasets/desi/charts/desi-indicators?period=desi_2025&indicator=desi_ci_in_h&breakdown=hh_total&unit=pc_hh&country=AT,BE,BG,HR,CY,CZ,DK,EE,EU,FI,FR,DE,EL,HU,IE,IT,LV,LT,LU,MT,NL,PL,PT,RO,SK,SI,ES,SE

¹² Bitcom, 11.8.2025.

https://www.bitkom.org/Presse/Presseinformation/Digitalisierung-Deutschland-EU-Vergleich-Platz-14#_

de premier plan ont assisté à la séance photo. Il promet une sécurité et une souveraineté maximales des données, ainsi qu'une spécialisation dans la clientèle industrielle.

Mais outre le fait que les investissements des GAFAM sont beaucoup plus élevés (voir tableau 2), le projet de Munich repose sur 10 000 processeurs graphiques (GPU) de la société américaine *Nvidia*.

Tableau 2. Investissements des entreprises de la Big Tech dans l'IA (en milliards de dollars)

	2024	2025	2026	2027
Microsoft	67	108	120	148
Google	53	85	102	178
Amazon	49	87	110	124
Meta	39	69	100	110
Oracle	11	32	39	44

Source : Goldman Sachs, Global Investment Research 2025

Les projets de la Chine sont d'une ampleur similaire. Même si le programme d'action de Pékin en matière d'IA, qui prévoit de devenir la première nation mondiale dans ce domaine d'ici 2030, n'atteint pas son objectif, des entreprises telles qu'*Alibaba*, *Baidu*, *Huawei*, *Tencent*, etc. disposent d'un potentiel similaire à celui de leurs rivales américaines. En outre, l'État chinois est également directement impliqué avec un fonds de capital-risque de plus de 128 milliards de dollars.

Même si l'on tient compte du fait que les économies américaine et chinoise sont quatre à cinq fois plus grandes que l'économie allemande, les proportions dans l'industrie numérique d'avenir montrent clairement que l'Allemagne n'est pas en mesure de jouer dans la cour des grands.

À cela s'ajoutent d'autres dépendances plus anciennes vis-à-vis des États-Unis. Par exemple, l'influence des grands acteurs des marchés financiers américains. Un exemple frappant est celui du fonds d'investissement *BlackRock*, qui gère 12 500 milliards de dollars, soit environ trois fois le PIB allemand. *BlackRock* est présent dans 34 des 40 entreprises cotées à l'indice boursier allemand DAX, avec des participations comprises entre 3% et 15 %. Grâce à diverses participations, *BlackRock* est le principal actionnaire de la *Deutsche Bank*, de *Lufthansa*, de *Bayer*, de *BASF* et de la *Deutsche Börse* (Bourse allemande)¹³. Par ailleurs, le chancelier Merz a été pendant quatre ans président du conseil de surveillance de la filiale allemande du fonds.

Les diverses dépendances économiques et sociales vis-à-vis des États-Unis sont, parmi d'autres facteurs (potentiel militaire, OTAN, concurrence avec la France pour l'hégémonie dans l'UE), la principale raison pour laquelle l'Allemagne n'osera pas rompre brutalement avec Washington. Il ne faut pas s'attendre à des changements substantiels dans ce domaine à court terme.

Problèmes d'infrastructures

Même si la question des matières premières et le retard dans les technologies numériques d'avenir sont d'une importance capitale, ils se conjuguent désormais à d'autres processus de crise. Ainsi, l'infrastructure de transport, autrefois très performante, est devenue un fardeau en raison de son usure et de son vieillissement.

La *Deutsche Bahn*, (l'équivalent de la SNCF) en particulier, est littéralement en ruine. Le symptôme le plus frappant est la ponctualité du transport de passagers, qui n'était que de 60 % en 2025.

¹³ Statista. Beteiligungen des Vermögensverwalters BlackRock am Aktienkapital von im DAX gelisteten Unternehmen (Stand: Februar 2024) <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/518085/umfrage/groesste-blackrock-beteiligungen-am-aktienkapital-von-dax-unternehmen/>

Un bon mot très répandu dit que la *Deutsche Bahn* a quatre ennemis : le printemps, l'été, l'automne et l'hiver.

Plusieurs raisons expliquent cette situation. La privatisation partielle au plus fort de l'hégémonie néolibérale a entraîné des réductions de personnel, la négligence de l'entretien des voies et d'autres équipements, la préférence accordée au trafic longue distance lucratif au détriment du trafic local et du transport de marchandises, ainsi que la fermeture massive de lignes moins fréquentées. Il en a résulté un retard dramatique dans les réformes. Entre-temps, le réseau s'est complètement saturé, ce qui cause des dommages économiques considérables. Or, le transfert du trafic routier vers le rail devrait être un atout majeur pour la transition écologique.

Des mesures de rénovation à grande échelle ont certes été entreprises entre temps – la *Deutsche Bahn* prévoit des investissements à hauteur de 290 milliards d'euros d'ici 2035¹⁴ –, mais cela nécessite des mois de fermeture de lignes à grande échelle, des déviations et d'autres perturbations pour les années à venir, de sorte qu'il faudra encore beaucoup de temps avant que la situation ne s'améliore.

L'infrastructure routière est également vieillissante et surchargée. De nombreux ponts autoroutiers ont dû être fermés en raison de leur état de délabrement. En raison de la surcharge et des nombreux chantiers, les embouteillages ont augmenté de 30 000 heures supplémentaires en 2025, pour atteindre désormais 478 000 heures¹⁵. Selon les experts de l'*École Polytechnique* de Zurich, cela entraînerait des pertes économiques comprises entre dix et quinze milliards d'euros, selon que l'on tient compte ou non, par exemple, des coûts liés aux émissions supplémentaires de CO₂ et d'autres facteurs.

Les problèmes liés aux grands projets spectaculaires, tels que la construction d'un nouvel aéroport pour Berlin, constituent également un aspect des lacunes des infrastructures modernes. La durée des travaux était prévue pour quatre ans, de 2007 à 2011. En réalité, l'aéroport a été mis en service en 2020, soit neuf ans plus tard. Les coûts sont passés de 1,1 milliard d'euros initialement prévus à 7 milliards d'euros au final.

Ce projet, associé à un désastre similaire avec la gare centrale de Stuttgart, est devenu le symbole de la fin de l'image d'un pays bien organisé et efficace qu'avait l'Allemagne.

Travail et affaires sociales

Le facteur travail connaît également des changements structurels à long terme. Si le vieillissement de la population est un problème dans presque tous les pays hautement industrialisés, il est particulièrement marqué en Allemagne. Ainsi, en 2024, sur 40,9 millions de personnes actives, plus de 9,8 millions avaient entre 55 et 64 ans. Cela représente 24 %, soit le taux le plus élevé de l'UE, où la moyenne est de 20,1 %. Dès 2022, le nombre de décès dépassait celui des naissances. Si les travailleurs âgés ont plus d'expérience que les jeunes, ils ont également plus de difficultés à s'adapter aux changements technologiques rapides.

De plus, la population devrait passer de 83,6 millions d'habitants actuellement à 74,7 millions d'ici 2070, à moins d'une immigration importante et/ou d'une augmentation du taux de natalité. Cependant, cela n'est pas envisageable dans les conditions actuelles. Cela a bien sûr des répercussions sur le marché du travail. On constate déjà une pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans le secteur technologique. Les tentatives visant à recruter de la main-d'œuvre qualifiée à l'étranger sont restées sans succès jusqu'à présent. L'immigration, qui avait atteint un pic spectaculaire sous Merkel, a non seulement diminué, mais elle a surtout amené dans le pays une main-d'œuvre peu qualifiée. Ce sont surtout les emplois mal payés dans le secteur des services qui en profitent¹⁶.

Dans le même temps, la crise a entraîné une augmentation continue du taux de chômage, qui est passé de 5,3 % en 2022 à 6,6 % actuellement (janvier 2026)¹⁷.

¹⁴ *Frankfurter Rundschau*, 23.4.2025

¹⁵ ADAC Staubilanz 2025. 05.02.2026. <https://www.adac.de/news/staubilanz-2025/>

¹⁶ Toutes les données des deux derniers paragraphes selon *Statistisches Bundesamt*

¹⁷ *Bundesagentur für Arbeit*. <https://statistik.arbeitsagentur.de>

Tout cela a des répercussions sur le système de retraite. L'Allemagne dispose d'un système de retraite très ancien, basé sur le principe de solidarité, c'est-à-dire un contrat entre les générations, et dont le financement est assuré à 50 % par les entreprises. En termes de volume financier, il s'agit du secteur le plus important de l'État social. Après la Seconde Guerre mondiale, ce système a connu des améliorations significatives, de sorte qu'en 1977, le niveau des retraites en Allemagne de l'Ouest s'élevait à près de 60 % du dernier revenu net. Dans le sillage du tournant néolibéral, il n'a cessé de baisser et s'élève aujourd'hui à 48 %. Dans le même temps, l'âge de la retraite sera progressivement porté à 67 ans d'ici 2029. En 2024, 87 % des salariés cotisaient au système.

Il est évident qu'un système d'une telle ampleur ne peut rester indemne de la crise structurelle. Comme on pouvait s'y attendre, il est devenu l'objet de luttes de répartition entre capital et travail. Il s'agit principalement de son financement, en particulier de la réduction de la part patronale et de la privatisation, ainsi que du montant des retraites et de l'allongement de la durée de la vie active.

Les premiers symptômes se manifestent par l'augmentation de la pauvreté des personnes âgées. Au total, en 2024, 15,5 % de la population allemande vivait en dessous du seuil de pauvreté, soit près de 13 millions de personnes.¹⁸ Ce taux est plus élevé chez les plus de 65 ans, où il atteint 21,4 % pour les femmes et 17 % pour les hommes¹⁹.

Il apparaît clairement que la crise structurelle allemande menace également d'éroder l'État social, qui était comme le fameux « *capitalisme rhénan* » autrefois considéré comme un modèle à l'étranger.

La stratégie du gouvernement fédéral

La coalition entre la CDU et le SPD s'est engagée à opérer un grand tournant et à mettre fin à la crise. Sa stratégie se concentre sur la relance de l'économie, notamment par des allègements fiscaux pour les entreprises et la réduction de la bureaucratie, l'abaissement des normes environnementales et le démantèlement social, des économies dans le secteur de la santé, etc. Le chancelier Merz a ainsi déclaré : « L'État social tel que nous le connaissons aujourd'hui n'est plus finançable avec nos performances économiques. »²⁰ Il s'agit là des recettes bien connues axées sur l'offre, déjà appliquées sous le label *Agenda 2010* par le SPD et les Verts sous Gerhard Schröder dans les années 2000.

Cependant, deux nouveaux éléments viennent désormais s'ajouter à la politique économique allemande :

- l'acceptation de la demande de Trump d'augmenter les dépenses militaires à 5 % du PIB est liée à l'illusion d'un keynésianisme militaire, qui croit que la production d'armements pourrait être une contribution substantielle à la solution de la crise. 3,5 % du PIB sont destinés à des fins militaires directes, 1,5 % à des infrastructures nécessaires à l'armée, mais également utilisables à des fins civiles (routes, ponts, voies ferrées, pipelines, etc.).
- Le financement des dépenses militaires est assuré à 75 % par des emprunts. Cela marque l'abandon du dogme allemand de stabilité des temps passés. Cependant, contrairement à ce que les keynésiens et la gauche politique réclamaient depuis des années, ce n'est pas au profit d'une transformation socio-écologique, mais pour affirmer la prétention de l'Allemagne à jouer un rôle de leader et de grande puissance dans l'UE et pour une confrontation permanente avec la Russie.

Cinq pour cent du PIB actuel représenteraient 215 milliards d'euros. C'est presque autant que le PIB total de la Hongrie, ou celui de la Bulgarie et de l'Ouzbékistan réunis. L'objectif affiché est de posséder à nouveau l'armée conventionnelle la plus puissante d'Europe.

Bien sûr, cet objectif ne peut être atteint immédiatement. D'ici 2029, le budget prévoit une augmentation des dépenses militaires à 162 milliards d'euros (dont 9 milliards d'euros par an d'aide

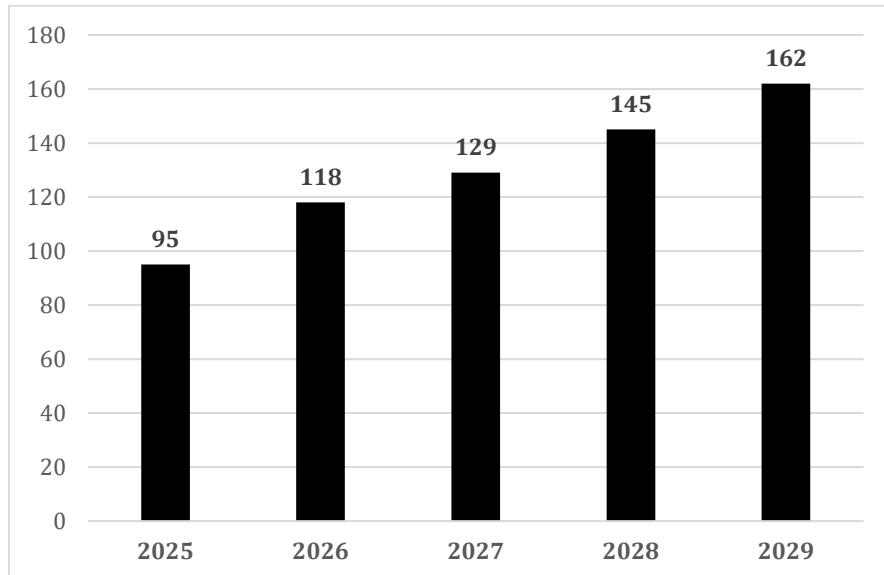
¹⁸ Seuil de pauvreté : 60 % du revenu médian d'une personne = 1.381 euros

¹⁹ Statistisches Bundesamt. <https://www.destatis.de/DE/Themen/Querschnitt/Demografischer-Wandel/Aeltere-Menschen/armutsgefahrdung.html>

²⁰ Deutschlandfunk 24.8.2025

militaire à l'Ukraine). Si l'on extrapole cela jusqu'en 2035, 5 % avec une croissance supposée de 1 % (à prix constants) représenteraient 246,8 milliards d'euros. Si cette somme était également financée à 75 % par des crédits, cela ferait passer le taux d'endettement allemand de 53 % actuellement à 92 %.

Graphique 2. Dépenses militaires de l'Allemagne (en milliards €)



Source : Statistisches Bundesamt; Informationsstelle Militarisierung

Même pour les 90 milliards d'euros financés par des crédits avec lesquels l'UE soutient Kiev, Berlin a accepté une deuxième fois, après le fonds Corona, un emprunt auprès de Bruxelles. Ce crédit ne sera jamais remboursé, car une défaite militaire de la Russie et des réparations de la part de Moscou relèvent de la pure science-fiction. Tôt ou tard, la part allemande de la reprise de la dette, soit un bon quart, deviendra également exigible.

Indépendamment de toutes les considérations politiques et éthiques, la militarisation ne contribuera toutefois pas de manière substantielle à surmonter les problèmes économiques. Une étude réalisée par l'un des principaux instituts économiques affirme certes que l'augmentation prévue des dépenses d'armement aurait un effet sur la croissance de 0,9 % à 1,5 %²¹. Outre les incertitudes méthodologiques liées à la détermination du lien entre l'armement et l'effet général sur la croissance, il est toutefois incontestable que les investissements dans l'économie civile ont un effet plusieurs fois supérieur. Selon une étude de l'université de Mannheim, le multiplicateur fiscal est jusqu'à quatre fois plus élevé pour les investissements civils. Il peut même atteindre six fois plus pour les dépenses consacrées à l'éducation et les sciences²².

À cela s'ajoutent des effets négatifs tels que les effets d'éviction par rapport à la production civile, notamment pour la transition écologique, l'émergence d'un pouvoir de marché oligopolistique de l'industrie de l'armement, l'endettement, la création de dépendances structurelles qui empêchent un changement de cap de la politique étrangère vers la détente, la coexistence et la coopération, ainsi que l'affaiblissement des syndicats, qui, sous l'hégémonie d'images idéologiques de « *l'ennemi héréditaire russe* », peuvent facilement être dénoncés comme la « *cinquième colonne de Moscou* » s'ils veulent imposer les intérêts des salariés.

²¹ Ilzetzki, Ethan (2025); Waffen und Wachstum: Die wirtschaftlichen Folgen steigender Militärausgaben.

IFW-Kiel Institut für Weltwirtschaft (Hg.); p.2

²² Krebs, Tom/ Kaczmarczyk, Patrick (2025): Wirtschaftliche Auswirkungen von Militärausgaben in Deutschland. Mannheim

Quelles sont les chances du gouvernement fédéral de résoudre les problèmes ?

Depuis son entrée en fonction en mai 2025, le gouvernement fédéral n'a mis en œuvre que peu de changements. Seules les mesures relatives à l'industrie de l'armement ont déjà été décidées. Pour les autres thèmes, la plupart sont encore au stade de la planification et font l'objet de négociations au sein de la coalition. Les médias et les organisations de lobbying formulent des revendications bruyantes et le climat des discussions est tendu. Par exemple, un comité d'entrepreneurs proche de la CDU souhaite répercuter 100 % des coûts des soins dentaires sur les patients ou limiter les possibilités de travail à temps partiel.

Les conflits ont désormais atteint la coalition gouvernementale. Ainsi, le durcissement des conditions d'octroi des allocations chômage et de l'aide sociale se heurte à une opposition croissante au sein du SPD. Le plus ancien parti social-démocrate du monde, qui comptait encore plus de 45 % des voix à l'époque de Willy Brandt, a obtenu 16,4 % des voix lors des dernières élections. Dans les sondages, il oscille actuellement entre 12 % et 15 %. Si son programme politique est depuis longtemps vidé de sa substance, il doit désormais craindre de perdre le reste de son électorat s'il accepte sans résistance les projets hostiles aux travailleurs émanant du camp des entrepreneurs et de la CDU.

D'autre part, la CDU n'a pas non plus été épargnée par la crise du conservatisme traditionnel, comme le prouve sa chute à 28,6 % lors des élections fédérales. Mathématiquement, elle n'a pas d'autre option de coalition, à moins de former un gouvernement avec la deuxième force au Bundestag, l'AfD. Cela est interdit – du moins pour l'instant encore – par le « mur coupe-feu », un consensus de tous les autres partis du Bundestag de ne pas coopérer avec l'AfD, comparable au « front républicain » en France.

Dans les derniers sondages de février 2026, l'AfD a continué à progresser et, avec 24 %, n'est plus qu'à deux points de la CDU, qui a chuté à 26 %. 78 % des personnes interrogées sont insatisfaites du gouvernement fédéral, et en termes de popularité des politiciens, le chancelier Merz n'occupe que la sixième place avec 25 %²³.

Lors des prochaines élections régionales en Saxe-Anhalt, l'AfD pourrait même remporter la majorité absolue des sièges et nommer le ministre-président. À cela s'ajoutent d'autres élections régionales en Bade-Wurtemberg et en Rhénanie-Palatinat en mars, puis en Saxe-Anhalt et en Mecklembourg-Poméranie occidentale à l'automne. Cela freine encore davantage la prise de décision au niveau fédéral.

La situation générale est donc fortement marquée par une instabilité structurelle du système politique et reflète une énorme incertitude au sein de la société. L'hégémonie verte-gauche-libérale des dernières décennies s'érode à vue d'œil et nous assistons à une polarisation de plus en plus aiguë dans la société le long de fronts politiques et culturels. L'Allemagne s'est alignée sur la tendance générale qui touche toutes les sociétés occidentales. Une alternative émancipatrice n'est pas en vue.

Dans ces conditions, la marge de manœuvre même d'un gouvernement fédéral est fortement limitée. Il ne faut donc pas s'attendre à ce que la crise structurelle économique soit réellement résolue, même dans une variante libérale-conservatrice-keynésienne. Il est plus probable que le type de politique à court terme, qui consiste à naviguer à vue et à se débrouiller tant bien que mal, se poursuive, entraînant ainsi un déclin insidieux.

Mais comme le maître de la philosophie dialectique, Hegel, et l'expérience historique nous l'enseignent, la quantité finit tôt ou tard par se transformer en une nouvelle qualité. Et cela comporte le risque d'un tournant disruptif avec des conséquences encore plus graves.

²³ *infratest dimap*. ARD-DeutschlandTrend. 5.2.2026.

<https://www.tagesschau.de/inland/deutschlandtrend/deutschlandtrend-februar-106.html>